



La traque des pauvres ne se présente jamais comme une violence.

Elle ne hurle pas. Elle ne cogne pas. Elle n'avance pas en uniforme.

Elle arrive autrement, par petites touches, un matin banal, dans une enveloppe grise glissée entre une facture d'électricité et un prospectus sans importance. Le papier est neutre, presque poli. Trop poli. Des délais trop courts. Des phrases en gras qui font comprendre, avant même la dernière ligne, que quelque chose est déjà perdu.

On appelle cela un contrôle. On dit que c'est la règle. Le droit.

Mais le droit se déplace. Il glisse. Il devient soupçon.

Et le soupçon finit par s'installer comme une méthode.

Marie compte ses euros comme on surveille un organe fragile. Elle est agricultrice, mère seule, et découvre que le RSA n'est pas un filet mais une étreinte qui serre trop fort. Chaque virement devient une anomalie potentielle. Chaque geste d'entraide appelle une explication. Un père de plus de quatre-vingts ans doit prouver qu'il est bien son père pour justifier un don mensuel de trente-huit euros. Une amie doit détailler un prêt de cent euros. À force, la pauvreté cesse d'être une situation. Elle devient une faute à documenter.

Les dossiers s'épaissent. Les mêmes justificatifs reviennent, demandés encore, parfois pour la même somme, parfois pour un simple doute. Toujours la même phrase, glaciale, impersonnelle : à défaut de réponse, suspension des droits. Ce n'est plus seulement une question d'argent. C'est une question de veille permanente. Une peur qui s'installe dans les nuits, dans le corps, dans l'anticipation de la prochaine lettre.

Catherine vit de fragments. Des missions courtes. Des heures dispersées. Un équilibre précaire. Quatre-vingt-trois euros de RSA. Une date mal comprise. Un document envoyé trop tard. La sanction tombe sans discussion, sans voix humaine. Le dossier est clos. Elle ne dort plus. La précarité se fait nerveuse, physique, inscrite dans les gestes.

À France Travail, le vocabulaire a changé. On n'accompagne plus. On convoque. On exige. On

rappelle à l'ordre, parfois pour un euro, parfois pour une absence liée au travail lui-même. Il faut prouver sa bonne volonté, promettre, s'excuser presque. Se tenir juste assez droit pour rester visible dans le système.

La traque est là. Calme. Organisée. Persistante.

Elle ne fait pas de bruit. Elle écrit.

On mobilise une énergie considérable pour récupérer trente-huit euros, comme s'ils menaçaient l'ordre public. Pendant ce temps, ailleurs, l'argent disparaît à une tout autre échelle. Chaque année, la fraude fiscale des plus riches et des grandes entreprises prive la collectivité de cent milliards d'euros. Sans parler des niches. des montages. Des dispositifs complexes, réservés à ceux qui disposent de fiscalistes, d'avocats, de temps. Là-haut, éviter l'impôt est une compétence et cela coûte quatre-vingts milliards d'euros par an encore. Des montants trop vastes pour être incarnés, trop abstraits pour susciter une chasse visible.

Le RSA représente environ douze milliards d'euros par an pour plusieurs millions de personnes. Une somme modeste, presque dérisoire, si cette logique de soupçon permanent ne détruisait pas, au passage, des existences entières.

En bas, recevoir de l'aide devient une anomalie.

Personne ne demande aux ultra-riches de justifier chaque virement sous quarante-huit heures. Aucun courrier automatique pour expliquer un montage douteux. Face aux milliards, l'État négocie. Face aux pauvres, il contrôle.

Alors on compense par le bas. Parce que c'est plus simple. Parce que c'est visible. Parce que cela rapporte politiquement. On récupère quelques millions à coups de suspensions, de radiations, de renoncements silencieux, pendant que des dizaines de milliards s'évaporent sans chasse organisée.

Ce n'est pas un manque de moyens.

C'est un choix.

La fraude des pauvres est traquée parce qu'elle est isolée, fragile, exposée. Puis elle plait à une frange de l'électorat RN. Celle des riches est tolérée parce qu'elle est massive, structurée, respectable. Les premiers n'ont ni cabinets d'avocats ni menace d'exil fiscal. Ils n'ont que des enveloppes à ouvrir. Et la peur qui arrive avec.

[Guy Masavi](#), Facebook 18/12/2025

<https://www.atramenta.net/m/authors/guy-masavi/1981>